



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

radio

Question écrite n° 59124

## Texte de la question

M. Bernard Perrut appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les conditions de fixation de la taxe appliquée aux recettes publicitaires de l'audiovisuel et destinée à alimenter le compte d'affectation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). C'est ce fonds, créé en 1986, qui permet le développement des radios associatives non commerciales pour leurs missions de communication sociale et de proximité. Les nouveaux paliers proposés pour la taxe, liés au gel depuis deux ans des subventions alors que le nombre des bénéficiaires va croissant, font craindre d'importantes difficultés pour l'avenir du FSER, et donc des radios associatives. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour combler le déficit actuel et assurer la survie du soutien à l'expression radiophonique dans notre pays.

## Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du ministre de la culture et de la communication sur la situation financière du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), dont les aides sont essentielles pour assurer la pérennité des 600 radios associatives réparties sur le territoire métropolitain ainsi que dans les départements et collectivités d'outre-mer. Concernant les subventions au titre de l'année 2004, le versement des aides à l'équipement et des majorations de subventions de fonctionnement était différé, tant que n'était pas connu le produit de la taxe alimentant le FSER enregistré au cours du dernier trimestre. Compte tenu notamment de recettes exceptionnelles perçues en décembre, le ministre a pu décider de verser l'intégralité des subventions proposées par la commission du FSER tout au long de l'année. Le total des aides versées au titre de 2004 s'élève donc à 24,5 MEUR contre 24,2 MEUR en 2003. Concernant l'année 2005, le nouveau barème de la taxe, en vigueur depuis le 1er janvier, devrait conduire à une augmentation des recettes de l'ordre de 2,5 MEUR, ce qui devrait permettre de garantir l'équilibre du FSER et de répondre à l'augmentation du nombre de radios éligibles. Cependant, il apparaît indispensable de réviser en profondeur les règles de fonctionnement du FSER afin d'optimiser l'utilisation du fonds. Une réflexion est en cours, qui devrait déboucher, après consultation des organisations représentatives des radios associatives, sur une réforme applicable à partir de 2006.

## Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Perrut](#)

**Circonscription :** Rhône (9<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 59124

**Rubrique :** Audiovisuel et communication

**Ministère interrogé :** culture et communication

**Ministère attributaire :** culture et communication

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 1er mars 2005, page 2077

**Réponse publiée le** : 29 mars 2005, page 3235